

INDONÉSIE

La croissance économique a continué de ralentir parallèlement au fléchissement de l'investissement et des exportations, même si la consommation des ménages résiste. Le déficit de la balance courante s'est à nouveau creusé, entraînant une dépréciation notable de la rupiah. La croissance devrait rester modérée sur toute l'année 2015 avant de se redresser quelque peu en 2016, à la faveur surtout d'une accélération de l'investissement et d'un raffermissement de la consommation.

Le second train de baisses des subventions aux combustibles, appliqué récemment, aura pour effet de pousser l'inflation vers le haut, mais il faudra que les indicateurs sous-jacents demeurent bien ancrés et que le prochain mouvement des taux d'intérêt soit orienté à la baisse. La marge de manœuvre budgétaire libérée par la baisse des subventions aux combustibles devrait être utilisée pour engager de nouvelles dépenses dans les infrastructures, l'éducation et la santé.

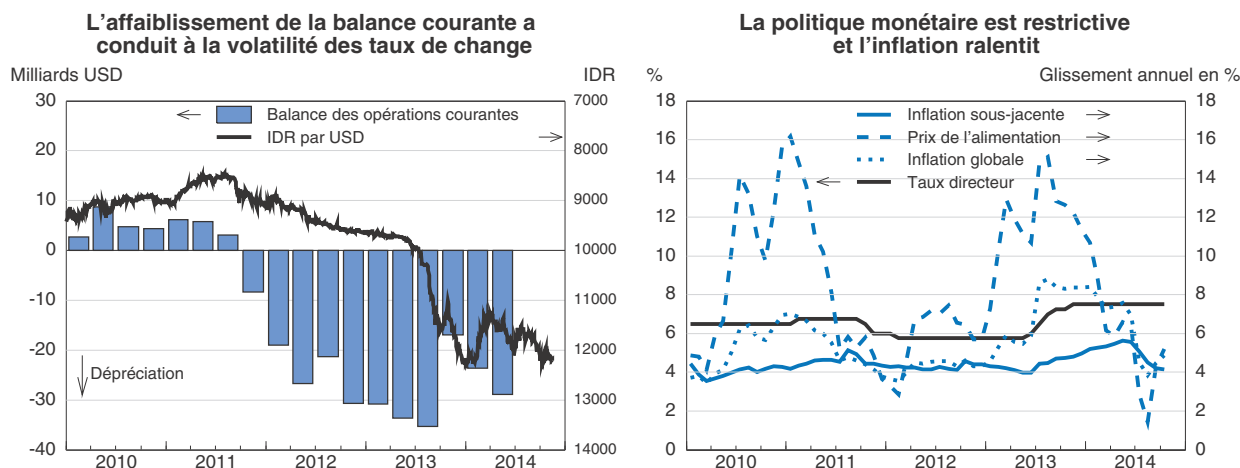
L'activité économique continue de ralentir

L'affaiblissement de la demande extérieure a contribué au ralentissement de la croissance économique. Si la consommation des ménages reste solide, l'investissement est resté en deçà des prévisions, en raison notamment des incertitudes entourant l'interdiction des exportations de minerai et l'évolution de la situation politique après les élections de la mi-2014. La hausse des prix à la consommation, qui s'était accélérée avec la baisse des subventions aux combustibles à la mi-2013 et la dépréciation de la rupiah, a marqué le pas plus vite que prévu, passant de 7.3 % en avril 2014 à 4.5 % en septembre.

Le solde de la balance extérieure se détériore à nouveau

Le solde des échanges de biens et de services est à nouveau déficitaire, compte tenu de l'application de l'interdiction des exportations de minerai et de la dissipation des effets de la dépréciation antérieure de la rupiah. Le recul tendanciel de la production pétrolière, dû à l'épuisement des ressources et à des investissements insuffisants, a également dégradé la balance commerciale. La rupiah a perdu 6 % environ

Indonésie



Source : Office statistique d'Indonésie (BPS) ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96 ; et Banque d'Indonésie.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933172688>


Indonésie : **Demande, production et prix**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Prix courants mille milliards de roupies	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
PIB aux prix du marché	7 417.6	6.3	5.8	5.1	5.2	5.9
Consommation privée	4 052.3	5.3	5.3	5.5	5.4	5.9
Consommation publique	667.6	1.3	3.9	3.2	4.7	4.9
Formation brute de capital fixe	2 367.1	9.6	5.0	4.9	5.2	7.1
Demande intérieure finale	7 087.0	6.3	5.1	5.1	5.3	6.2
Variation des stocks ¹	220.7	3.5	-0.8	0.1	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	7 307.7	8.7	4.3	5.0	4.8	5.8
Exportations de biens et services	1 955.6	2.1	5.2	-0.8	4.9	6.9
Importations de biens et services	1 845.7	6.5	1.5	-2.9	3.9	6.9
Exportations nettes ¹	109.9	-1.5	1.9	0.7	0.9	0.8
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.4	4.4	6.0	5.1	5.5
Indice des prix à la consommation	—	4.3	6.4	6.4	6.2	5.3
Déflateur de la consommation privée	—	5.5	7.0	6.1	6.2	5.6
Solde des administrations publiques ²	—	-1.9	-2.2	-2.2	-2.2	-2.1
Balance des opérations courantes ²	—	-2.8	-3.3	-3.3	-3.3	-3.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173476>

par rapport au dollar (USD) depuis son plus haut de mai 2014, en raison de la détérioration du solde extérieur et de la montée des incertitudes politiques.

Les baisses des subventions aux combustibles libèrent une marge de manœuvre budgétaire

Le budget 2015 table sur un déficit de 2.3 % du PIB, soit légèrement moins que l'année dernière. Un second train de baisses des subventions aux combustibles a été mis en œuvre à la mi-novembre 2014. Les subventions à l'énergie ont pesé lourd sur le budget (un cinquième environ des dépenses publiques) et la dernière baisse, alliée au fléchissement des cours mondiaux du pétrole, améliorera le solde budgétaire. La suppression pure et simple des subventions permettrait de libérer des marges de manœuvre pour engager de nouvelles dépenses publiques indispensables dans les infrastructures, la santé, l'éducation et les autres services sociaux.

La politique monétaire reste restrictive

En réponse à la baisse des subventions aux combustibles, les taux d'intérêt directeurs ont été relevés immédiatement de 25 points de base, portant ce taux à 7.5 %. Comme après l'application du premier train de baisses en juin dernier, cette dernière baisse va provoquer une poussée temporaire de l'inflation globale, mais là encore, l'inflation sous-jacente devrait rester dans la fourchette cible. Toutefois, la volatilité du taux de change et la détérioration du solde extérieur ne vont pas simplifier la

décision sur un retour des taux directeurs autour de 6.5 %, taux qu'il faudrait pour éviter que l'inflation ne se situe en deçà des objectifs.

La croissance restera modérée

L'activité devrait rester modérée pendant la période considérée. Une remontée de l'investissement, le maintien d'une consommation solide et l'amélioration de l'environnement international aideront la croissance à se redresser quelque peu en 2015 et 2016. Toutefois, le déficit du solde courant devrait rester important en raison d'un repli tendanciel de la compétitivité internationale et d'une dépendance persistante à l'égard des sources de financement extérieures.

Les risques politiques et extérieurs sont importants

Les marchés ont accueilli favorablement l'élection du nouveau président. Pour autant, le parlement pourrait compliquer le déploiement du programme économique du nouveau gouvernement, y compris le développement éminemment souhaitable des investissements dans les infrastructures. L'évolution de la situation à l'international reste très incertaine, notamment la possibilité d'un fléchissement de la demande des grands partenaires commerciaux. Les autorités devraient se tenir prêtes à agir par des mesures monétaires et budgétaires si un nouvel épisode de volatilité des taux de change devait survenir.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Indonésie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-22-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.